

**À l'attention du Devoir**  
**Le mercredi 8 mars 2023**

**Objet : Lettre ouverte**

**L'Afeas et FAQ lancent un appel à l'action concertée : Exigeons le respect des droits des femmes autochtones !**

Depuis 1975, la Journée internationale des droits des femmes met de l'avant les avancées et les manques dans l'atteinte de l'égalité pour TOUTES les femmes. En ce 8 mars 2023, l'[Association féministe d'éducation et d'action sociale](#) (Afeas) et [Femmes Autochtones du Québec](#) (FAQ) entrecroisent la parole pour mettre en lumière les inégalités et les violences toujours aussi criantes envers les femmes et les filles autochtones, au Québec.

### **Des droits reconnus, pourtant niés et bafoués**

Malgré les [commissions d'enquête](#), les [modifications](#) de la [Loi sur les Indiens](#) et les [plans d'action](#) dévoilés au cours des dix dernières années, force est de constater la grande disparité qui perdure entre la situation des femmes et des filles autochtones comparativement à celle de leurs consœurs allochtones. Pour inverser cette condition qui persiste, des actions structurantes DOIVENT s'implanter tant sur la scène locale et régionale, provinciale et fédérale, qu'internationale.

Ainsi, nous réclamons le respect et la mise en œuvre la [Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones](#). Cette déclaration vise à soutenir les efforts des gouvernements des pays membres de l'ONU et des peuples autochtones pour mettre fin à la discrimination, particulièrement celle envers les femmes et les filles. Plus près de nous, le refus du gouvernement actuel de reconnaître la discrimination et le racisme systémiques au Québec empêche les institutions en concertation avec les communautés autochtones de s'attaquer réellement au problème et le régler.

Plus concrètement, mentionnons les problématiques suivantes :

- la difficulté pour les femmes de récupérer leur statut et de le transmettre à leurs enfants et petits-enfants comme les hommes de leur communauté ;
- le nombre toujours croissant de femmes et filles autochtones disparues et assassinées ;
- la grande prévalence de violence conjugale et familiale dans et hors réserve ;
- le faible taux d'emplois et de rémunération ;
- les impacts des changements climatiques sur la santé et la sécurité alimentaire dont les femmes ont la charge ;
- le manque d'accès aux soins de santé et à l'éducation ;
- le non-respect des coutumes et de la langue essentiels à la transmission de la culture au sein des différentes communautés.

### **Des services discriminatoires, voire vexatoires**

Plus que tout, la santé et ses services se retrouvent au cœur des besoins et des demandes de toutes les femmes, Autochtones et Allochtones, soulignent FAQ et l'Afeas. En termes de services de santé, les femmes sont

majoritairement touchées puisque ce sont elles qui accompagnent les enfants, les aîné·e·s et leurs conjoint·e·s pour se faire soigner. Elles constituent la première ligne, celles qui préservent la santé dans leurs actions quotidiennes, détectent les problèmes, fournissent les traitements ou la recherche de services adéquats. Elles assurent les liens entre toutes les parties concernées, familles, communautés et services sociaux et de santé. Malheureusement, ces femmes elles-mêmes, plus spécifiquement les femmes autochtones, sont trop souvent trahies par ces institutions qui DOIVENT leur fournir les soins et les services nécessaires pour assurer leur santé et celle de leurs proches.

Le décès cruel, évitable, de Joyce Echaquan nous a montré de façon dramatique le racisme et la discrimination systémiques qui règnent au sein du réseau de la santé québécois. Le [rapport de l'enquête de la coroner](#), Me Gehane Kamel, a montré que « (l)e racisme et les préjugés auxquels Mme Echaquan a fait face ont certainement été contributifs à son décès ». C'est pourquoi depuis l'automne 2020, [FAQ](#) et l'[Afeas](#) demandent au gouvernement du Québec d'adopter le [PRINCIPE DE JOYCE](#) pour établir des services et soins de santé sans discrimination envers les communautés autochtones.

Un autre exemple criant du traitement infligé à de trop nombreuses femmes des Premières Nations depuis des décennies : la [pratique de stérilisation imposée](#). La dernière stérilisation forcée connue date de 2019, tout en sachant que plusieurs demeurent non-documentées. Un non-sens à une époque où le consentement libre et éclairé est un des critères de base essentiels de toute intervention en médecine.

### **Pour reconstruire les liens, écoutons-les !**

Bien que la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation soit un pas dans la construction de liens entre Autochtones et Allochtones, le travail de fond doit résulter d'initiatives à divers niveaux provenant des communautés autochtones à travers le Québec et le Canada.

La présidente de l'Afeas, Madame Lise Courteau, mentionne que : « *L'Afeas et FAQ profitent de cette journée pour exhorter les différents paliers de gouvernement, les institutions qui en dépendent de même que la société civile et chacune – chacun d'entre nous d'agir de concert rapidement pour que cesse cette discrimination. Ensemble, nous nous devons de la reconnaître, de faire valoir les droits des femmes et des filles autochtones et de nous assurer qu'elles puissent vivre en sécurité et dans le respect comme toute citoyenne.* »

Ainsi pour que les femmes et filles autochtones obtiennent les mêmes droits que toutes les Québécoises et les Canadiennes, il faut les écouter et mettre en action les changements qu'elles suggèrent.

« *En cette Journée internationale des droits des femmes, Femmes Autochtones du Québec est ravie d'être partenaire avec l'Association féministe d'éducation et d'action sociale. La mobilisation conjointe des femmes autochtones et allochtones est primordiale afin que nos revendications aient une plus grande portée. Ensemble, pour lutter contre le racisme et la discrimination systémiques !* », ajoute madame Marjolaine Étienne, présidente de FAQ.

#### **Source : Afeas**

#### **Contacts pour information et demandes d'entrevue**

Marianne Pertuiset-Ferland

Directrice générale

[direction@afeas.qc.ca](mailto:direction@afeas.qc.ca)

(514) 707.7446

#### **Source : FAQ**

Doreen Petiquay Barthold

Responsable des communications

[communication@faq-qnw.org](mailto:communication@faq-qnw.org)

(514) 757.1508